

Finances & Développement est publié chaque trimestre en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe par le Fonds monétaire international.
Édition française ISSN 0430-473x

Laura Wallace
RÉDACTRICE EN CHEF

Asimina Caminis
RÉDACTRICE PRINCIPALE

Jeremy Clift
Elisa Diehl
Christine Ebrahim-zadeh
Natalie Hairfield
RÉDACTEURS

Luisa Menjivar
DIRECTRICE ARTISTIQUE

Lai Oy Louie
GRAPHISTE

Lijun Li
Kelley E. McCollum
ASSISTANTES DE RÉDACTION

Avec la collaboration de
Kenneth S. Rogoff

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

Peter Allum
Francesco Caramazza
Adrienne Cheasty
Paula De Masi
Andrew Feltenstein
Paul Hilbers
Ashoka Mody
Piroska M. Nagy
Mark Plant
Thomas Richardson
Jerald Schiff
Garry J. Schinasi

ÉDITION FRANÇAISE

Division française
Services linguistiques
MARC SERVAIS
Traduction
V. TRAN & A. BERTHAIL-COSTA
Correction & PAO

Mise sous presse par Cadmus Journal
Services, Lancaster, PA (U.S.A.)

Abonnement et publicités :

IMF Publication Services
700 Nineteenth Street, NW
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-7430
Fax : (202) 623-7201
E-mail : publications@imf.org

© 2003 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire les articles, prière de s'adresser à la rédaction :

Editor-in-Chief, *Finance & Development*
International Monetary Fund
Washington, DC 20431 (U.S.A.)
Téléphone : (202) 623-8300
Fax : (202) 623-6149
E-mail : fanddletters@imf.org

Site Web : <http://www.imf.org/fandd>

L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Lettre de la rédaction

AL'HEURE de mettre sous presse, la possibilité d'un conflit militaire assombrit les perspectives de l'économie mondiale et en particulier de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Dans ce numéro de *Finances & Développement* consacré à cette région, nous nous demandons pourquoi tant de pays de la région s'enlisent dans un sentier de croissance lente depuis vingt ans au moins, à l'écart de la mondialisation et ne pouvant profiter des avantages d'une intégration économique plus poussée au reste du monde. Environ 30 % de la population de la région — dont l'accroissement figure parmi les plus rapides au monde — vit avec moins de 2 dollars par jour et les perspectives d'emploi sont sombres, ce qui alimente les tensions sociales et l'émigration. Nous en examinons les différentes raisons dans six articles : la lenteur des réformes politiques, la prédominance du secteur public, le sous-développement des marchés de capitaux, des obstacles considérables aux échanges et des régimes de change inappropriés. Les auteurs concluent que le meilleur espoir de la région est de s'en tenir aux réformes économiques qui la replaceront sur la trajectoire de croissance élevée des années 70, rendue possible par l'envolée des prix du pétrole. Il est encourageant de noter que les pays qui ont opéré des réformes à la fin des années 80 et au début des années 90 — comme l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie — ou plus récemment — comme le Bahreïn et l'Oman — ont vu leur croissance s'accélérer et ont profité d'une plus grande intégration à l'économie mondiale. Mais dans les pays sans dynamique de réforme, les taux de croissance sont retombés à leur faible moyenne.

Bien sûr, l'instabilité et l'imprévisibilité des prix et des recettes pétrolières — et la question de savoir que faire lorsque les ressources pétrolières seront épuisées — posent de gros problèmes à tous les pays exportateurs de pétrole, et non seulement à ceux du Moyen-Orient. Dans l'article «Le yoyo pétrolier», il est noté que les décideurs feraient bien d'être prudents, notamment d'essayer d'éviter l'alternance de coups de frein et d'accélérateur des dépenses en fonction des variations des prix pétroliers, et d'adopter une perspective à plus long terme en ce qui concerne l'utilisation des ressources pétrolières. Mais sur ce plan, beaucoup de pays exportateurs de pétrole n'obtiennent pas de bonnes notes. Pourquoi? Dans l'article «Gérer la manne pétrolière», les auteurs identifient quelques facteurs politiques qui déterminent les résultats budgétaires dans un large éventail de régimes politiques. Ils sont d'avis que des démocraties mûres — par opposition à d'autres régimes, tels que des démocraties factionnelles — gèrent manifestement mieux leurs richesses pétrolières. Mais, quel que soit le système politique en place, la gestion prudente des dépenses est un combat permanent.

* * * * *

Dans ce numéro, nous lançons deux nouvelles rubriques et une nouvelle présentation. Dans *Paroles d'économistes*, nous nous intéressons à Vernon Smith, un des lauréats du prix Nobel d'économie 2002 pour ses travaux innovateurs en économie expérimentale — discipline qui permet aux économistes de tester des théories économiques en laboratoire. L'économie se rapproche-t-elle de la précision des sciences physiques? Dans *L'abc de l'économie*, nous étudions le phénomène appelé «mal hollandais» — c'est-à-dire les problèmes que peut rencontrer une économie en cas d'afflux de recettes tirées de ressources naturelles, de l'aide extérieure ou d'autres sources.

Dans sa rubrique trimestrielle, Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, s'oppose à la mise en place de grandioses mécanismes de coordination des politiques de taux d'intérêt pour le dollar, le yen et l'euro au niveau international. Il soutient — prenant peut-être là une position d'hérétique — que les avantages d'un mécanisme de ce type, si bien conçu et exécuté soit-il, seraient faibles par rapport à ceux qui seraient générés si les banques centrales du G-3 menaient simplement une bonne politique monétaire intérieure.

Laura Wallace
Rédactrice en chef

La rédaction de *Finances & Développement* accepte volontiers les commentaires des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 250 mots et nous nous réservons le droit de les modifier pour des raisons d'espace ou de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer par courrier électronique à fanddletters@imf.org.